

# **POUR DES SERVICES PUBLICS DE QUALITÉ, POUR L'AUGMENTATION DES SALAIRES !**

## **TOUS DANS L'ACTION LE 22 MARS !**

Dans de nombreuses entreprises ou professions, les salariés se mobilisent pour l'emploi, les salaires, la défense du service public. Des perspectives de mobilisations fortes, se précisent dans les services publics. Nous assistons actuellement à des attaques de très grande ampleur pour amplifier les privatisations. Pas un service public n'échappe aujourd'hui à cette stratégie de choc et cette frénésie libérale. Hôpitaux, écoles, bureaux de poste, chemins de fer, énergie, départements et communes voient ainsi leurs moyens asséchés et leurs missions publiques démantelées.

À la SNCF, le 26 février dernier, le premier ministre a présenté « son projet de réforme ». Son contenu confirme la volonté gouvernementale d'un passage en force sans tenir compte de l'avis des organisations syndicales, des usagers...

Le gouvernement confirme donc sa politique anti-ferroviaire. La direction de la SNCF, quant à elle, semble satisfaite d'un texte dont une partie significative a vraisemblablement été rédigée par elle-même.

Les recommandations de ce rapport vont à l'inverse du développement du service public ferroviaire : ouverture à la concurrence, fermeture programmée de 4000 à

9000 km de lignes d'ici 2026, filialisation du FRET SNCF, privatisation, remise en cause du statut, etc...

Dans le privé, après les passages en force à coups de 49.3 et ordonnances en tout genre, le patronat s'attaque au code du travail, et souhaite obtenir la facilitation des licenciements. Nous constatons une recrudescence de ruptures conventionnelles individuelles et collectives, et de plans de licenciements collectifs (PSA, PIMKIE, CARREFOUR...).

Cela est inacceptable alors que les employeurs bénéficient de 220 milliards d'exonérations ou aides publiques !

Les nombreux témoignages entendus ces derniers jours, montrent de façon évidente les réalités d'un monde du travail en souffrance, de salariés non reconnus dans leur qualification et leur savoir-faire, d'un manque de moyens humains et matériels. Ces réalités du monde du travail se heurtent à chaque fois à une autre réalité, celle de la logique financière et boursière. Malgré tout de nombreux salariés engrangent des victoires dans les mobilisations d'entreprises. Les retraités seront eux aussi dans l'action le 15 mars.

Quand le PDG de Carrefour annonce

Les salaires ne bougent pas, alors qu'en 20 ans, le montant total des dix plus grandes fortunes françaises a été multiplié par douze ! Et celle des 500 plus riches par 7 !

De 2013 à 2016, plus de 62 milliards ont été versés aux entreprises au titre du CICE. La facture devrait encore s'alourdir, pour 2017 et 2018, et atteindre au total 100 milliards sans contrepartie de création d'emplois...

En 2017 les entreprises du CAC40 ont versé 44 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires. Alors que le gouvernement et le Médef nous disent qu'il faut que les travailleurs, les retraités se serrent encore plus la ceinture !

**Il y en a assez  
d'enrichir les riches !**

**La preuve est là :  
l'argent il y en a pour augmenter les salaires et assurer un service public de qualité !**

# **Jeudi 22 mars**

**Manifestation à 10h30**

**Orléans, Montargis, Pithiviers**

**Faisons converger nos luttes !**



# LE RECUL SOCIAL N'EST PAS UNE FATALITÉ!

## ORGANISONS-NOUS!

2400 suppressions d'emplois, l'action du groupe en bourse s'envole et les actionnaires perçoivent 500 millions d'euros de dividendes.

Quand le Gouvernement refuse de satisfaire les revendications des personnels pénitentiaires ou de la santé, le Président de la République reçoit royalement les patrons des plus grandes entreprises mondiales dont la plupart ne payent pas d'impôts dans notre pays.

Face à ce mécontentement généralisé, la CGT propose d'agir autour de propositions concrètes pour améliorer le quotidien du monde du travail et la création de milliers d'emplois et un autre projet de société de progrès social.

- L'augmentation des salaires et des pensions, la reconnaissance des qualifications et l'égalité salariale et de carrière entre les femmes et les hommes.

- Porter le SMIC à 1800€ et comme base de départ des grilles des salaires.

- La réduction du temps de travail à 32 heures pour les salariés à temps plein et la fin des temps partiels imposés.

- Des droits nouveaux et une véritable protection sociale pour tous.

- Des services publics partout et pour tous répondant aux besoins des populations

Au plan général, il n'y a aucune fatalité à subir plus longtemps la hausse de la CSG, le gel des salaires et des embauches, les cadences infernales ou la baisse des APL. Tout est question de rapport de force, comme cela l'était déjà en 1968 ! La France, avec 44 milliards d'euros de dividendes reversés en 2017 par les entreprises du CAC 40 à leurs actionnaires, est championne d'Europe. Pour l'économie du pays, la croissance, la création d'emplois : il faut augmenter les salaires !

**D'autres choix sont résolument possibles et ils passent par une autre utilisation et répartition des richesses créées par le travail. Cela passe par la réduction du temps de travail, par l'égalité professionnelle et salariale, mais aussi par l'essor des services publics. C'est ce qu'exprimeront des millions de salarié.e.s durant les différentes journées de grèves et de manifestations !**

**Tous ensemble, participons massivement À la journée de grève du 22 mars et À la manifestation dans le cortège Fonction Publique/Interpro qui partira à 10h30 dans le Loiret.**

**ORLEANS** Place de l'Etape à 10h30  
**MONTARGIS** Place du Pâtis à 10h30  
**PITHIVIERS** Devant l'hôpital à 10h30



**TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET  
EN MANIFESTATIONS LE 22 MARS 2018**



*Orléans, le 3 mars 2018*